Création d'un fonds

« Solidarité internationale eau »

Règlement d'utilisation du fonds

Réponse au postulat de Mme Andrea Egli « Pour défendre le droit à l'or bleu, les petites rivières font les grands fleuves »

Réponse au postulat de M. Giampiero Trezzini « Une meilleure utilisation et valorisation de l'eau dans les pays émergents par l'aide technique directe »

Rapport-préavis n° 2008 / 34

Lausanne, le 10.09.2008

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Ce rapport-préavis répond aux postulats déposés le 30 mai 2006¹ par Mme Andrea Egli « *Pour défendre le droit à l'or bleu, les petites rivières font les grands fleuves* » et M. Giampiero Trezzini « *Une meilleure utilisation et valorisation de l'eau dans les pays émergents par l'aide technique directe* » et renvoyés à la Municipalité pour étude et rapport le 5 février 2008².

La Municipalité propose au Conseil communal la création d'un fonds pour la solidarité internationale dans le domaine de l'eau. L'équivalent d'un centime par m³ d'eau vendu aux Lausannois alimenterait le fonds du projet, ce qui représenterait un montant annuel d'environ 140'000 francs. Cet apport de la Municipalité à ce fonds ne grèvera pas la facture d'eau du consommateur. Ce nouveau fonds s'inscrit directement dans la politique de solidarité de la Ville de Lausanne. A l'heure actuelle, la Ville de Lausanne consacre en effet chaque année un montant d'environ 2.40 francs par habitant à la solidarité internationale. Le fonds permettrait donc de compléter avantageusement les actions déjà entreprises par Lausanne en ciblant un domaine toujours plus d'actualité, celui de l'eau. A cet effet, elle sollicite deux crédits spéciaux, l'un de 140'000 francs destiné à alimenter le fonds précité, l'autre de 85'000 francs pour couvrir les frais relatifs à la création d'un poste à 50% pour le chef de projet « Solidarité internationale eau ». D'autres communes désireuses de s'investir également dans une démarche de solidarité pour l'eau, ont montré un intérêt de

¹ BCC 2005-2006, Tome I (N°18) p.934

² BCC à paraître

s'associer aux actions de Lausanne. Ainsi, les communes associées alimenteront les deux crédits cités ci-dessus.

2. Table des matières

Page

1. Objet du préavis	1
2. Table des matières	2
3. Préambule	3
4. État des lieux en matière d'eau potable dans le monde.....	3
5. Historique lausannois en matière d'eau potable et d'hygiène.....	4
6. Contexte Suisse	5
7. Orientations et modalités de mise en œuvre.....	5
7.1 Projets dans un pays en développement	
7.2 Organisations non gouvernementales - eauservice	
7.3 Solidarité internationale de la Ville de Lausanne ; coopération Service des études générales et des relations extérieures (SEGRE) – eauservice	
8. Plateforme Solidarit'eau Suisse	8
9. Bénéfices pour les divers acteurs	9
9.1 Bénéfices pour la commune partenaire	
9.2 Bénéfices pour la commune de Lausanne	
10. Développement durable.....	9
11. Incidence sur le personnel.....	10
12. Conséquences sur le budget.....	10
13. Réponse aux postulats de Mme Andrea Egli et de M. Giampiero Trezzini	10
14. Conclusions.....	11

3. Préambule

La Ville de Lausanne par **eauservice** a été sollicitée à plusieurs reprises pour effectuer des travaux dans des pays émergents ou en développement. On peut donner l'exemple du diagnostic de réseau effectué en 2000 à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ainsi que les formations qui ont permis aux Burkinabés d'améliorer le management et le suivi de leur service, ou l'analyse du réseau effectuée à Prijedor (Bosnie – Herzégovine) en 2003.

La réponse aux postulats de Mme Egli et de M. Trezzini permet à la Municipalité de faire le point sur les projets réalisés et de mettre en place de nouveaux projets, non plus de manière ponctuelle, mais sur le long terme et de manière régulière.

4. Etat des lieux en matière d'eau potable dans le monde

L'accès à l'eau est essentiel à la vie, il est donc un droit humain fondamental. Pourtant, dans le monde, plus d'1,1 milliard de personnes se voient privées du droit à de l'eau salubre, et près d'1,8 million d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année des suites de maladies liées à l'eau (diarrhées ou autres pathologies causées par la consommation d'eau insalubre) – soit presque 5'000 chaque jour. La diarrhée due à de l'eau souillée est l'une des plus importantes causes de mortalité à travers le monde, tuant cinq fois plus d'enfants que le SIDA. Il suffit d'un accès à une eau salubre et à un dispositif d'assainissement pour réduire le risque de mortalité infantile de 50 % (selon l'Organisation mondiale de la santé [OMS]).

L'un des huit Objectifs du Millénaire pour le développement – ensemble d'objectifs assortis de délais et fixés par la communauté internationale dans le but de réduire la pauvreté extrême, de renforcer l'égalité entre les genres et d'élargir le champ des opportunités en matière de santé et d'éducation – est de réduire de moitié la fraction de population sans accès à l'eau potable d'ici à 2015. Pour y parvenir, il faudrait construire un réseau d'eau de la taille de celui de Lausanne tous les jours (205'000 habitants à raccorder/jour). L'accès à l'eau potable est plus qu'un des huit Objectifs du Millénaire : il est au centre des Objectifs car il constitue un prérequis pour beaucoup d'autres objectifs tels que la santé, la nourriture (irrigation) ou l'éducation. En effet, dans beaucoup de pays, la corvée de l'eau est effectuée par les femmes et les enfants qui doivent parcourir plusieurs kilomètres pour rapporter de l'eau à leur famille. Les enfants ne peuvent donc pas aller à l'école, ce qui les voue à un avenir caractérisé par l'analphabétisme et des choix limités. Quant aux femmes, le temps généré par le transport de l'eau réduit leurs possibilités d'accomplir un travail productif.

La crise de l'eau et de l'assainissement affecte les pauvres uniquement. Près de deux personnes sur trois sans accès à de l'eau salubre survivent avec moins de deux dollars américains par jour et une sur trois vit avec moins d'un dollar par jour. Dans de nombreux pays, la distribution de l'accès à une eau potable et à des moyens d'assainissement adéquats reflète bien la distribution des richesses. En moyenne, l'accès des ménages à l'eau courante avoisine les 85% pour les 20% les plus riches contre 25% pour les 20% les plus pauvres³. L'inégalité ne concerne pas seulement l'accès à l'eau ; en effet, les plus pauvres payent l'eau beaucoup plus cher que les riches. Dans les bidonvilles de Kibera (Nairobi, Kenya), l'eau est huit fois plus chère que celle du réseau de Nairobi.

L'eau et l'assainissement sont des clés fondamentales de la santé publique. En 1850, les efforts fournis par la Suisse dans ces domaines ont complètement transformé le développement de notre pays qui est au début

³ source : Measure DHS 2006

du XX^{ème} siècle, en mesure de faire la promotion de l'eau, de la santé et de l'hygiène (Yverdon-les-Bains par exemple).

Les efforts consentis par la communauté internationale et les pays pour accroître la couverture en eau ont permis de faire des progrès, mais ils doivent encore être considérablement renforcés. En effet, il faudrait un tiers de plus d'investissements dans le domaine de l'eau pour atteindre les Objectifs du Millénaire⁴. Comme exprimé dans la *Déclaration des maires et Élus locaux sur l'eau*, proposée par la Commission sur l'eau et l'Assainissement de CGLU⁵ à l'occasion du 4^{ème} Forum de l'Eau à Mexico en 2006, les élus locaux doivent aujourd'hui « *promouvoir la coopération entre gouvernements locaux [...] et apporter des compétences techniques et des financements pour permettre l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour chacun, ainsi que mobiliser là où cela est possible, des fonds y compris sur la facture d'eau, pour des actions de coopérations solidaires décentralisées, équitables, transparentes, inscrites dans la durée, afin de réduire la pauvreté urbaine et l'exclusion des zones rurales* ».

5. Historique lausannois en matière d'eau potable et d'hygiène

La cité de Lausanne s'est bâtie autour des rivières qui traversent la ville. Au Moyen Age, la ville est délimitée par le Flon et la Louve. Au XVIII^e siècle, la vallée du Flon comptait plus de 12 moulins, tanneries et scieries. Par la suite, les rivières furent utilisées pour des industries agroalimentaires demandant beaucoup d'eau.

L'accroissement de l'activité industrielle sur les versants de ces rivières et la densification de l'urbanisation ont eu plusieurs effets négatifs :

- Les rejets d'eaux usées dans les cours d'eau traversant la cité ont provoqué plusieurs épidémies, dont notamment des épidémies de choléra et de typhus. La partie basse de la Louve était également une zone insalubre touchée par le paludisme, d'où le nom qui a été donné à la place de la Palud. Le cours d'eau du Flon a été, au début du XIX^e siècle, l'objet de crues meurtrières. Cette évolution a obligé les autorités à prendre des mesures d'assainissement et d'hygiène.
- Les sources du bassin versant devenaient insalubres et insuffisantes. Il fallait donc en capter de nouvelles et ce, de plus en plus loin. A plusieurs reprises, le captage et le traitement de l'eau du lac Léman a été évoqué mais sans suite. Toutefois, en 1930, la décision était prise de construire une usine de filtration et de pompage à Lutry mise en service en 1932.

En 1964, la ville dispose d'une des premières stations d'épuration (Vidy). Cette station ainsi que la construction de 450 km de collecteurs ont permis à la Ville de Lausanne d'améliorer la qualité des eaux du Léman et de disposer d'une grande réserve d'eau potable.

Il est à noter que la Ville de Lausanne investit actuellement 40 millions par an pour assurer la distribution de l'eau potable et l'assainissement pour les 250'000 consommateurs du Grand Lausanne.

Ainsi, ce n'est que depuis les années 1930 pour l'eau potable et depuis 1964 pour l'assainissement que Lausanne offre des conditions d'alimentation en eau et assainissement adéquats. C'est cette expérience finalement pas si ancienne qui peut être partagée pour accompagner des distributeurs d'eau de communes des pays en développement.

⁴ source : Joint Monitoring Program (JMP)

⁵ Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

6. Contexte suisse

D'après les critères des Nations Unies, les engagements de l'aide publique au développement (APD) des pays riches devraient représenter au moins 0.7% de leur revenu national brut (RNB). La Suisse a engagé 0.39% de son RNB sous forme d'APD en 2006⁶. Elle souhaite atteindre, d'ici à 2010, 0.4% du RNB, soit environ 2.1 milliards de francs. La Direction du développement et de la coopération (DDC) contribue à 65% de ce montant⁷.

Les financements de la DDC dans le secteur de l'eau s'élèvent à 100 millions de francs, sur un budget total de 1'348 millions de francs (soit environ 7.5% du budget global). L'engagement de la DDC dans le secteur de l'eau a une longue existence. Elle a élaboré sa première politique concernant l'eau et l'assainissement en 1994. Actuellement, la problématique de l'eau est un des dix thèmes majeurs de la DDC. Ce thème est conduit sur la base de la stratégie *EAU 2015*⁸ qui donne la priorité à deux axes principaux d'interventions (i) eau potable & assainissement et (ii) eau pour la petite agriculture, ceci dans un concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). La DDC a un large portefeuille de projets qui sont articulés sur trois niveaux d'interventions complémentaires : (a) projets de terrain, (b) renforcement des capacités institutionnelles, (c) dialogue politique et stratégique au niveau national et global. La DDC intervient en Asie du Sud-Est, Asie du Sud, Afrique australe et de l'Ouest, Amérique latine, région méditerranéenne, pays de l'ex-Union Soviétique et pays des Balkans. Au sein du secteur de l'aide humanitaire et de catastrophe de la DDC, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est considéré comme fondamentaux.

L'eau occupe une place fondamentale dans les Objectifs du Millénaire. Des progrès importants ont été faits dans ce secteur mais les engagements actuels restent néanmoins insuffisants. Pour se donner les chances d'atteindre les Objectifs du Millénaire, il est indispensable d'engager de nouvelles ressources financières, ainsi que de mobiliser, en plus de l'aide publique au développement, tous les acteurs de la société.

Ainsi, en 2007, la DDC a lancé une initiative en créant la plate-forme Solidarité'eau Suisse dont la Commune de Lausanne fait partie et qui vise à faciliter des appuis Nord-Sud de communes/services des eaux de Suisse à des communes/services des eaux dans les pays en développement (cf. chapitre 8).

7. Orientations et modalités de mise en oeuvre

Consciente de l'envergure du défi à relever pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, la Commune de Lausanne veille à saisir les opportunités qui se présentent, dans le cadre de démarches pertinentes et compatibles avec les compétences qui incombent aux communes. En effet, en juillet 2005, la Commune de Lausanne est devenue membre de l'organisation *Cités et gouvernements locaux unis* (CGLU)¹⁰. Sorte d'« ONU des villes », cette entité se donne pour mission de promouvoir le développement, la démocratie locale et la décentralisation en fournissant aux pouvoirs locaux une plateforme commune pour confronter stratégies politiques et engagements pragmatiques.

⁶ Le calcul de l'APD pour tous les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE repose sur les directives de ce comité. L'APD de la Suisse comprend pour l'essentiel les dépenses de la DDC et du SECO au titre de la coopération internationale ainsi que les dépenses d'autres offices fédéraux, des cantons et des communes également actifs dans les secteurs de la coopération au développement.

⁷ L'APD totale est subdivisée en deux catégories APD bilatérale et APD multilatérale, respectivement pour la DDC en 2006 : CHF 1.5 mia & CHF 0.49 mia.

⁸ http://www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_25139.pdf

¹⁰ BCC 2004-2005, Tome II (N°19) p. 865 ss

Au sein de cette organisation a été créée une commission pour l'eau et l'assainissement qui a émis une Déclaration des maires et élus locaux sur l'eau, à l'occasion du Quatrième Forum Mondial de l'Eau à Mexico, le 21 mars 2006. Le point n°3 de cette déclaration dit que « *nous (Maires et élus locaux) nous engageons à nous efforcer de mobiliser, là où cela est possible, des fonds y compris sur la facture d'eau, pour des actions de coopération solidaires décentralisées, équitables, transparentes, inscrites dans la durée, afin de réduire la pauvreté urbaine et l'exclusion des zones rurales* ».

De plus, la Commune de Lausanne a signé, le 25 octobre 2007, une déclaration « L'eau, bien public », dont le dernier paragraphe est composé des éléments suivants :

« *La Municipalité participe à des actions de solidarité internationale en faveur de communautés locales du Sud dépourvues d'accès à l'eau potable, en collaboration avec d'autres communes suisses, sous l'égide du Département fédéral des affaires étrangères, par sa Direction du développement et de la coopération (DDC).* »

Au vu de ce qui précède, la Commune de Lausanne est tenue de s'impliquer dans des projets concrets dans le domaine de l'eau.

7.1 Projets dans un pays en développement

Dans le domaine de la solidarité internationale il existe deux types de projets : les projets d'urgence et les projets de développement. La Commune de Lausanne a choisi de se positionner dans un contexte de développement en soutenant des communes de pays en voie de développement par le biais d'un partenariat, lequel fasse sens pour les populations pauvres. En effet, ce partenariat permettra de renforcer les capacités des structures locales de gestion de l'eau et de financer la réalisation d'infrastructures en eau.

Un comité de pilotage, dont la DDC fait partie, s'est créé pour valider les étapes importantes de la mise en place et de l'avancement de la démarche. Des missions sur le terrain permettront aussi de superviser le travail effectué.

Un volet « formation » est également prévu dans le projet. Les spécialistes d'**eauservice** pourront travailler à la mise en place de nouvelles filières « eau » dans des écoles spécialisées et éventuellement dispenser certains cours ou modules de formation sur de courtes périodes.

7.2 Organisations non gouvernementales - eauservice

En plus du partenariat que Lausanne souhaite créer avec une commune d'un pays en développement, **eauservice** peut apporter ses compétences dans le domaine de l'alimentation en eau à des organisations non gouvernementales (ONG) travaillant dans ce domaine. En effet, **eauservice**, de par ses années d'expérience, le singularisme de ses installations dû à la position géographique de Lausanne et la diversité des métiers et spécialisations de ses collaborateurs, est à même d'apporter à des ONG qui gèrent des projets dans le domaine de l'eau potable, des compétences ou des prestations dans les domaines suivants :

- formations pratiques, visites thématiques des installations pour le personnel des ONG qui est envoyé en mission sur le terrain,
- gestion, encadrement, management (utilisation et maintenance d'un réseau d'eau potable), également pour le personnel de terrain,
- gestion des fuites : transfert de savoir-faire sur les méthodes éprouvées d'**eauservice**,
- expertise des installations d'eau potable pour le compte des ONG,

- évaluation de projets eau potable pour le compte des ONG.

7.3 Solidarité internationale de la Ville de Lausanne ; coopération Service des études générales et des relations extérieures (SEGRE) - eauservice

Depuis le début des années 1970, époque de la création de la ligne budgétaire « solidarité internationale »¹¹, la Ville apporte chaque année un soutien financier à des projets dans les pays du Sud et de l'Est, soit directement soit indirectement, via une association ou une ONG. L'aide communale à la solidarité internationale privilégie des projets concrets répondant à des critères de nécessité et de faisabilité, limités dans le temps, s'inscrivant dans le développement durable, permettant de respecter une répartition géographique équitable. A ces critères, pas nécessairement cumulatifs, s'ajoute une volonté de tenir compte d'une perspective axée sur l'entraide économique, favorisant la progression vers l'autonomie économique. Le caractère déterminant de l'aide de la Ville, l'expérience et la crédibilité de l'organisateur demandeur sont également des critères. La sélection des projets selon ces critères est, dans une très large mesure, menée en collaboration avec des organisations spécialisées dans la coopération au développement, en particulier la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO)¹².

La solidarité internationale fait partie des missions du Service des études générales et des relations extérieures (SEGRE). En plus de la gestion du budget et la sélection de projets, cette mission porte également sur la responsabilité de la participation de la Ville à un certain nombre d'organisations et de réseaux internationaux actifs dans la coopération au développement. A ce titre, il conviendrait particulièrement de mentionner ici l'Association internationale des maires francophones (AIMF)¹³, essentiellement orientée vers la coopération décentralisée. L'AIMF finance des projets dans les villes du Sud et œuvre en faveur d'un transfert de savoir-faire entre villes et la valorisation des compétences spécifiquement municipales dans la coopération.

Le projet « Solidarité internationale eau » d'eauservice ouvre le champ d'activité de la solidarité internationale lausannoise à la coopération décentralisée, étant donné qu'il met un accent fort sur l'aide technique directe de ville à ville.

Dès 2006, une collaboration s'est progressivement instaurée entre eauservice et le SEGRE, notamment autour du projet « Solidarité internationale eau ». Cette action en commun est d'une grande importance car elle permet d'assurer une cohérence au niveau stratégique et à l'échelle des projets. Elle porte en particulier sur des échanges mutuels d'informations, des évaluations, des mises en contact et sur un partage des compétences. A l'avenir, cette collaboration pourrait prendre la forme de projets conjoints.

La communication de la solidarité internationale, qui devrait être renforcée et structurée, fait l'objet d'une réflexion au sein du SEGRE. Dans le cadre d'un futur concept global, on veillera à intégrer toutes les actions lausannoises de solidarité internationale, notamment celles de « Solidarité internationale eau ». Le premier objectif de cette action serait d'informer les élus et la population lausannoise, de manière claire et transparente, sur les actions menées et sur l'utilisation des fonds. Il s'agirait par ailleurs de sensibiliser la population lausannoise aux enjeux de la coopération internationale. L'action de solidarité internationale peut aussi être valorisée vers l'extérieur dans la politique de marketing urbain, en tant que concrétisation de la composante de solidarité du développement durable.

¹¹ Budget : 300'000 francs en 2008 ; 350'000 francs dès 2009

¹² La FEDEVACO compte actuellement 35 associations membres ayant leur siège ou une représentation dans le canton de Vaud, actives dans la coopération internationale

¹³ AIMF est un réseau réunissant 172 villes dans 46 pays. Son fonds de coopération s'élève à environ 2 millions d'euros par année

8. Plateforme Solidarit'eau Suisse

En Suisse, château d'eau de l'Europe, toutes les conditions sont réunies pour avoir de bonnes ressources en eau. De plus, des moyens financiers suffisants couplés avec un savoir-faire technique très professionnel, notamment au niveau communal, permettent à la population d'avoir accès à des services d'eau et d'assainissement de haute qualité. Cette situation est un privilège et devrait être une motivation pour apporter son soutien à ceux qui n'ont pas accès à ces services vitaux.

Dans cette optique, le groupe suisse Aguasan (groupe d'experts et spécialistes pour l'eau potable et l'assainissement dans les pays en voie de développement), des ONG suisses et la DDC ont lancé ensemble en 2007 l'action Solidarit'eau Suisse. Depuis novembre 2007, **eauservice** fait partie du comité de pilotage de ce projet et est leader pour les communes romandes.

Solidarit'eau Suisse est conçue pour encourager et faciliter l'engagement des municipalités et des services des eaux à soutenir des projets d'eau potable et/ou d'assainissement dans les pays en voie de développement. Le but est de payer l'eau avec l'eau, c'est-à-dire d'engager un pourcentage de la facture d'eau pour la réalisation de projets en relation avec l'eau.

Solidarit'eau Suisse dispose d'une plateforme Internet¹⁸ où l'on trouve des projets de qualité (ceux-ci sont notamment analysés par des spécialistes d'Aguasan) et des partenariats. Pour devenir « solidaire », une commune ou des communes associées peuvent financer un projet ou se lancer dans un partenariat avec une commune d'un pays en développement, ce qui est le cas de la Commune de Lausanne (voir chapitre 7.1).

Dans l'état actuel des contacts, les communes de Fribourg, Pully et Villaz-St-Pierre ont montré un intérêt à s'associer au partenariat engagé par Lausanne. Les communes associées s'engageront sur une période définie par les deux parties et par la nature des projets. Les communes seront informées de la mise en œuvre d'un nouveau projet et, à la fin de chaque année, un bilan sera établi avec un budget pour les prévisions de dépenses pour l'année suivante.

La Municipalité propose d'alimenter le fonds du projet « Solidarité internationale eau » par l'équivalent d'1 centime par m³ d'eau vendu au Lausannois, ce qui correspond à l'exigence de Solidarit'eau Suisse pour l'obtention du label « commune solidaire pour l'eau ». Il est à noter que dans des communes d'autres pays, voire d'autres communes ou services d'eau suisses, ils associent non pas un centime, mais un pourcentage des ressources qui sont affectées aux budgets¹⁹. Pour **eauservice**, 1% des ressources représente un montant de plus de 600'000 francs. En outre, certaines communautés intègrent en plus du pourcentage sur l'eau, un pourcentage sur l'assainissement, et ont ainsi à disposition un fonds deux fois plus important pour leurs actions de solidarité.

¹⁸ www.solidariteausuisse.ch

¹⁹ Par exemple, la France possède la loi Oudin (Loi n°2005-95 du 9 février 2005) relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement. Grâce à cette loi, les agences de l'eau peuvent mener des actions de coopération dans la limite de 1% des ressources qui sont affectées à leurs budgets.

9. Bénéfices pour les divers acteurs

9.1 Bénéfices pour la commune partenaire

Les actions solidaires décentralisées font beaucoup de sens car elles permettent souvent d'atteindre des populations que de plus grandes agences de développement ne peuvent pas prendre en considération. Grâce au partenariat, la commune partenaire renforce ses capacités de gestion et développe le volet eau de sa commune. La collaboration étant de longue haleine, elle permet de faire évoluer certaines manières de faire ou habitudes qui ne peuvent être changées lors de projets ponctuels. Les réalisations techniques effectuées sont alors aussi plus pérennes. La communication et la confiance développée sur le long terme permettent de mieux comprendre les besoins spécifiques de la commune et également que les populations locales s'approprient mieux des nouvelles infrastructures.

9.2 Bénéfices pour la Commune de Lausanne

L'eau en Suisse est très bon marché, son coût journalier par personne correspond aux frais de deux SMS. Elle est tellement bon marché que les gens ne se rendent plus compte qu'il s'agit d'une denrée alimentaire précieuse. Prendre part à un projet de coopération permet à Lausanne de sensibiliser ses consommateurs sur les problématiques liées à l'eau et de les rendre attentifs à la qualité des services dont ils bénéficient.

Jour après jour, **eauservice**, service public, assure la performance de la distribution de l'eau jusque chez les consommateurs. La Municipalité est persuadée que la Ville de Lausanne peut aussi contribuer, dans la mesure de ses moyens, aux défis de l'eau dans les pays en développement. Un tel projet souligne les compétences des services publics qui sont peu reconnues et même banalisées, que ce soit au niveau local ou international.

L'étendue et la complexité des métiers de l'eau peuvent être mises en avant par le biais de communications sur le projet.

De plus, cette démarche permettra de réunir le personnel autour d'un même projet. Dans les communes suisses qui ont effectué une démarche de coopération, on a constaté que de telles actions avaient fédéré le personnel autour d'un projet commun et ainsi soudé les collaborateurs du service.

10. Développement durable

Brundtland définit le concept de développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs* »²⁰. Il doit donc être environnementalement non dommageable, socialement acceptable et économiquement viable. Pour répondre à ces conditions, il doit être techniquement approprié. Il est à noter que le 7^{ème} Objectif du Millénaire traite du développement durable.

Sur le plan social, l'eau va permettre d'améliorer les conditions sanitaires et de diminuer le pourcentage de maladies. En outre, un plus grand nombre d'enfants pourront bénéficier de l'éducation au lieu de passer leur temps à chercher de l'eau. Dans la commune malgache d'Ankaraobato par exemple, une corrélation entre le taux de réussite scolaire et l'arrivée de l'eau dans la commune a été très nettement observée.

²⁰ source : « Notre avenir à tous », rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, 1987.

L'apport d'eau potable dans une région est aussi un facteur de développement économique important. En effet, il permet à l'agriculture et à l'industrie de se développer et ainsi de créer de nouveaux emplois. De ce fait, le niveau de vie des personnes s'améliore et les déplacements de population vers les grands centres urbains s'atténuent.

Pour inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales, la gestion durable et la préservation des ressources en eau sont essentielles. Ainsi une gestion pérenne de l'eau devrait être appliquée à tous les niveaux et dans tous les pays. D'où la pertinence d'un projet d'échange entre Lausanne et les pays en développement afin d'aller vers une meilleure gestion de l'eau.

L'initiative « Solidarité internationale eau » de Lausanne est une petite intervention à l'échelle planétaire, mais si elle est durable, elle a toute son importance car elle permettra certainement d'influencer d'autres communes vers une démarche similaire.

11. Incidence sur le personnel

Le service a besoin d'un renforcement pour la réalisation du projet « Solidarité internationale eau » durant les années à venir. La Municipalité demande par crédit spécial sur le budget 2009 un montant global de 85'000 francs (traitement 68'200 francs, cotisations aux assurances sociales 5'800 francs et cotisations à la Caisse des pensions 11'000 francs) pour le poste de chef de projet « Solidarité internationale eau » (0.5 EPT). Ce montant sera ensuite, en cas d'accord de votre Conseil, inclus au budget dès l'exercice 2010. Il est à noter qu'un certain pourcentage issu des contributions des communes sera affecté au financement d'une partie de ce poste.

12. Conséquences sur le budget

Le fonds du projet « Solidarité internationale eau » est alimenté par les éléments suivants :

- a) contribution volontaire d'autres communes ;
- b) l'équivalent d'un centime par m³ sur la consommation des Lausannois. Cette contribution est estimée à 140'000 francs par an.

Les frais découlant des ressources en personnel nécessaire à la réalisation des projets ne sont pas pris en charge par le fonds.

Un règlement d'utilisation du fonds (règlement d'utilisation du fonds « Solidarité internationale eau ») se trouve à l'annexe 1.

Les charges annuelles supplémentaires sont donc les suivantes :

- a) 140'000 francs par an pour le projet « Solidarité internationale eau » ;
- b) 85'000 francs pour les charges salariales de la personne à engager en tant que « chef de projet Solidarité internationale eau » pour l'exercice 2009 (poste à 50%).

soit un total de 225'000 francs/an.

13. Réponse aux postulats de Mme Andrea Egli et de M. Giampiero Trezzini

A la lumière des éléments évoqués dans le présent rapport-préavis et compte tenu des précisions apportées au sujet du règlement d'utilisation du fonds « Solidarité internationale eau », la Municipalité répond favorablement aux vœux des auteurs des postulats.

14. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis n° 2008/34 de la Municipalité, du 10.09.2008 ;

où le rapport de la Commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. de prendre acte, en l'approuvant, du concept de « Solidarité internationale eau » présenté par la Municipalité de Lausanne ;
2. d'approuver le règlement du fonds « Solidarité internationale eau » ci-annexé ;
3. d'allouer à la Municipalité un crédit spécial de fonctionnement pour l'exercice 2009 de 140'000 francs pour alimenter le fonds de « Solidarité internationale eau » (puis d'inclure ce montant au budget dès l'exercice 2010), montant à porter en augmentation de la rubrique 4700.319 du budget d'**eauservice** ;
4. d'allouer à la Municipalité un crédit spécial de fonctionnement pour l'exercice 2009 de 85'000 francs, pour le traitement de la personne à engager en tant que chef de projet « Solidarité internationale eau » (puis d'inclure ce montant au budget dès l'exercice 2010), montant à porter en augmentation des rubriques suivantes du budget d'**eauservice** :

- 4700.301	Traitements	68'200.-
- 4700.303	Cotisations aux assurances sociales	5'800.-
- 4700.304	Cotisations à la caisse de pension	11'000.-
5. d'adopter le rapport de la Municipalité concernant le postulat de Mme Andrea Egli ;
6. d'adopter le rapport de la Municipalité concernant le postulat de M. Giampiero Trezzini.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
Philippe Meystre

Annexe : Règlement d'utilisation du fonds « Solidarité internationale eau »